

Justice Transitionnelle dans la Région du Lac Tchad

LIGNES DIRECTRICES DU CADRE POLITIQUE



Union
Africaine



Commission du Bassin du Lac Tchad
Commission de l'Union Africaine

Octobre 2024

REMERCIEMENTS

La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), par ma voix, tient à exprimer de prime abord sa profonde gratitude et ses sincères remerciements aux différents institutions et acteurs régionaux, nationaux et internationaux qui ont participé à la conception et à la réalisation de cette étude de référence portant sur la Justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad. Je tiens également à souligner la contribution des communautés qui ont bien voulu accepter de partager leurs points de vue et leurs expériences avec l'équipe de recherche.

En outre, je voudrais exprimer toute ma gratitude et mes sincères remerciement à l'endroit des partenaires qui ont participé à la validation régionale de la présente étude. Je souhaite tout particulièrement souligner et saluer la participation des experts des États membres de la CBLT, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad. A l'endroit des États membres, je voudrais dire merci pour leur excellente collaboration avec la CBLT, laquelle collaboration qui a sans nul doute permis d'assurer l'appropriation et de réaliser cette étude.

Nous adressons également nos remerciements et nos félicitations à l'équipe de recherche pour sa diligence dans la réalisation de l'étude. C'est le lieux de rendre un hommage mérité au Prof. Bonny Ibhawoh pour avoir bien voulu diriger l'équipe de recherche et rédiger le rapport de l'étude. Nous tenons également à faire part de notre gratitude à l'équipe de recherche et d'analyse des données composée de Lanre Ikuteyijo, Melike Yilmaz et Adebisi Alade. Nos remerciements vont également à l'endroit de tous ceux et de toutes celles qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la révision et à la finalisation de ce rapport, je pense particulièrement aux transcriptrices et traductrices Maia Lepingwell-Tardieu et Emily Current.

Aussi voudrais-je à ce stade rendre un vibrant hommage à l'endroit de l'ensemble des enquêteurs pour avoir consacré leur précieux temps à la collecte de données fiables sur la Justice transitionnelle dans les États membres de la CBLT concernés par l'étude. Il s'agit de Christian Achaleke et Ballo Ngomna pour le Cameroun, Oubadjimdehba Désiré pour le Tchad, Abdoulaye Harouna pour le Niger et Mala Mustapha pour le Nigeria.

Enfin, j'aimerais témoigner ma reconnaissance au Programme des Nations Unies pour le développement, au Groupe international de soutien et à l'Union européenne pour leur appui technique et financier à la réalisation de cette étude.

Mamman Nuhu (Amb.)

Secrétaire Exécutif de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), par ailleurs
Chef de Mission de la Force Multinationale Mixte (FMM)

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	2
ACRONYMES	6
1. INTRODUCTION	7
2. OBJECTIFS	10
3. METHODES ET PROCESSUS	11
4. REFLEXIONS ET PRINCIPES DIRECTEURS	11
a. Le respect des procédures et l'État de droit :	11
b. La réconciliation :	12
c. Consolidation de la paix et cohésion sociale :	12
d. Appropriation nationale :	12
e. Appropriation locale et communautaire :	12
f. Approche centrée sur les victimes :	13
g. Participation, inclusion et non-discrimination :	13
h. Justice redistributive : La justice transitionnelle devrait	13
i. Spécificité du contexte :	13
j. Stabilisation, Relèvement Et Résilience :	14
k. Établir des priorités, des séquences et des équilibres dans les stratégies de Justice transitionnelle :	14
l. Prendre en compte les dimensions genre des violations et de la justice :	14
m. Coordination, coopération et cohérence des politiques :	14
n. Transparence, crédibilité et légitimité :	14
o. Complémentarité :	15
p. Exhaustivité et approche pansociétale :	15
5. COMPOSANTES	15
a. Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) :	15
b. Justice et redevabilité :	15
c. Recherche de la vérité :	16
d. Justice coutumière à base-communautaire (JCC)	16
e. Réparations :	16
f. Réconciliation et consolidation de la paix :	17
g. Justice redistributive (socio-économique) :	17

h.	Réforme institutionnelle :	17
i.	Amnisties, grâces et compromis :	18
6.	PARTIES PRENANTES CLES	18
a.	Les victimes	18
b.	Les femmes	19
c.	Les enfants et les jeunes :	19
d.	Les personnes déplacées internes (PDI) et les réfugiés :	19
e.	Les personnes en situation de handicap et les personnes âgées :	20
f.	Les ex-combattants :	20
g.	Les partenaires internationaux :	20
7.	MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE	20
a.	Niveau communautaire :	21
b.	Niveau national :	21
c.	Niveau régional :	22
d.	Niveau continental :	23
e.	Acteurs non-étatiques :	23
8.	CRITERES DE REFERENCE	23
a.	Reddition de comptes et lutte contre l'impunité :	23
b.	Recherche de la vérité :	24
c.	Justice à base-communautaire :	25
d.	La réconciliation :	25
e.	La justice réparatrice :	26
f.	Justice redistributive (socio-économique) :	26
g.	Amnisties, grâces et négociations de plaidoyer :	27
h.	Réformes politiques et institutionnelles :	27
i.	Promouvoir une culture des droits de l'Homme :	28
j.	Promouvoir l'intégration de la dimension genre et protéger les droits des femmes et des filles :	29
k.	Promouvoir les droits et le bien-être des enfants et des jeunes :	29
l.	Les personnes déplacées internes (PDI) et les réfugiés :	30
m.	Les personnes en situation de handicap et les personnes âgées :	30
n.	Les partenaires internationaux :	31

o. Coordination nationale et régionale :	31
9. MOBILISATION DES RESSOURCES DE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE	32
10. SUIVI ET EVALUATION	32
11. CONCLUSION	33
ANNEXES	34
ANNEXE 1 : RESUMES DES CADRES POLITIQUES DE JUSTICE TRANSITIONNELLE PAR PAYS	34
Cadre de Justice transitionnelle - CAMEROUN	34
Cadre de Justice transitionnelle - TCHAD	36
Cadre de Justice transitionnelle - NIGER	39
Cadre de Justice transitionnelle - NIGERIA	42
Cadre Régional de Justice transitionnelle de la région du Lac Tchad	45
ANNEXE 2 : METHODOLOGIE ET PROCESSUS DE VALIDATION DE L'ETUDE/LA POLITIQUE	46

ACRONYMES

CADHP	Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples
UA	Union Africaine
CUA	Commission de l'Union Africaine
PJTUA	Politique de justice transitionnelle de l'Union africaine
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
BH	Boko Haram
DDR	Désarmement, démobilisation, réhabilitation
DDRRR	Désarmement, Démobilisation, Réhabilitation, Réinsertion et Réintégration
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
BAECD	Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement
DGC	Discussion avec des groupes cibles
PDI	Personnes déplacées internes
EIAO	État islamique en Afrique de l'Ouest
EIC	Entretien avec des informateurs clés
BLT	Bassin du Lac Tchad
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
PJTRLT	Politique de Justice transitionnelle dans la Région du Lac Tchad
FMM	Force Multinationale Mixte
CNDDR	Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration
OPSC	Opération « Safe Corridor »
LDCP	Lignes directrices du Cadre politique
RDPC	Reconstruction et développement post-conflit
SR-SRR	Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience de la région du Lac Tchad
JT	Justice transitionnelle
JTRLT	Justice transitionnelle dans la Région du Lac Tchad
PJT	Politique de justice transitionnelle
REJT	Rapport sur l'État de la Justice Transitionnelle
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
OEV	Organisations extrémistes violentes



1. INTRODUCTION

La région du Lac Tchad (RLT) est affectée par diverses formes de violence, d'insécurité et de violations des droits de l'Homme depuis des décennies. Le défi le plus important auquel est confronté la région du Lac Tchad est le conflit en cours entre le groupe armé Boko Haram et les Forces de défense et de sécurité du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria. Le conflit a entraîné des déplacements massifs, une insécurité alimentaire, des violations des droits de l'homme et des crises humanitaires pour des millions de personnes dans les quatre pays. En outre, la région du Lac Tchad est confrontée à d'autres sources d'instabilité, telles que le banditisme, le changement climatique, la pauvreté, le sous-développement et la mauvaise gouvernance. Les États membres de la CBLT concernés ont pris plusieurs mesures pour relever ces défis sécuritaires et de développement.

Parmi d'autres approches régionales harmonisées, le Conseil des Ministres de la CBLT a adopté en août 2018 le Cadre harmonisé de la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience (SR-SRR), qui s'aligne sur la Politique de Justice transitionnelle de l'Union africaine (PJTUA). La Stratégie vise à générer des politiques et des programmes applicables orientés vers la Stabilisation et le Relèvement à court, moyen et long terme de la région du Lac Tchad, ancrés à la fois sur les points communs et les spécificités de chaque État membre de la CBLT concernés. ***La Politique de Justice transitionnelle de la région du Lac Tchad (PJTRLT) s'appuie sur ces initiatives de stabilisation pour offrir un guide pratique de la Justice transitionnelle et la consolidation de la paix dans la région du Lac Tchad. Ces lignes directrices sont destinées à orienter la formulation des politiques dans chacun des États membres du Bassin du Lac Tchad concerné afin de renforcer la cohérence et d'aborder les aspects***

transfrontaliers de manière coordonnée. Elles visent également à renforcer la cohérence des politiques régionales.

La Justice transitionnelle (JT) fait référence aux processus et mécanismes visant à traiter l'héritage des violations des droits de l'Homme commises dans le passé, à garantir la reddition de comptes, à rendre la justice et à parvenir à la paix et à la réconciliation. Les processus de justice transitionnelle peuvent aider la région du Lac Tchad à sortir du cycle de la violence, à rétablir la confiance et la cohésion sociale, à promouvoir les droits de l'Homme et l'État de droit, et à empêcher la résurgence de nouvelles violations. Toutefois, la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad doit être prise en charge au niveau national, centrée sur les victimes et adaptée au contexte, en tenant compte des besoins et des aspirations des communautés concernées. ***Le présent document expose les principaux objectifs, principes et composantes d'un Cadre de Justice transitionnelle destiné à la région du Lac Tchad, ainsi que certains critères permettant de mesurer les progrès et l'impact dudit Cadre.***

La justice transitionnelle n'est pas une forme spécifique de justice, mais une justice adaptée aux sociétés qui se transforment après une période de violence généralisée ou de violation des droits de l'Homme. Dans certains cas, ces transformations se produisent soudainement ; dans d'autres, elles peuvent s'étaler sur plusieurs décennies. Le succès des processus de Justice transitionnelle dépend de la capacité des institutions étatiques - notamment les institutions politiques, juridiques et judiciaires - à rendre la justice dans le contexte de la violence et du conflit en cours.

Les processus de Justice transitionnelle sont généralement mis en œuvre après qu'un accord de paix a été conclu entre des groupes opposés. ***Dans la région du Lac Tchad, les processus de JT se déroulent dans le contexte d'un conflit permanent où aucun accord de paix n'a été conclu entre les acteurs concernés. L'adoption de politiques qui concilient les exigences concurrentes de la sécurité, de la démilitarisation et de la démobilisation, et le besoin de justice, de réintégration et de réconciliation est essentielle pour transformer ces scénarios uniques.*** Cet équilibre implique également la recherche d'un compromis entre les exigences d'une justice pénale rétributive et la nécessité pour la société de parvenir à la réconciliation et à une transition rapide vers un avenir démocratique commun.

Tout comme la PJTUA, la PJTRLT reconnaît que la Justice transitionnelle est essentielle pour promouvoir les droits de l'Homme et la justice, la paix et la sécurité, la bonne gouvernance et le développement dans la région. Elle présente une boîte à outils de la Justice transitionnelle qui répond aux exigences contradictoires de la justice et de la responsabilité en matière de droits de l'Homme, d'une part, et de la recherche de la paix et de la réconciliation, d'autre part. La PJTRLT tient compte du scénario de conflit régional unique et est ancrée dans les réalités sociales et culturelles des communautés affectées de la région.

La PJTRLT est un guide pratique de la Justice transitionnelle et de la consolidation de la paix dans la région du Lac Tchad. Elle identifie les buts et objectifs d'un cadre politique de Justice transitionnelle, les principes directeurs, les mécanismes de mise en œuvre et le rôle que les différents niveaux administratifs, la société civile, les communautés affectées, les partenaires internationaux et les autres parties prenantes jouent dans la mise en œuvre de la Politique de Justice Transitionnelle dans la région du Lac Tchad. Elle présente des orientations détaillées aux

États membres de la CBLT concernés pour la mise en œuvre de processus de Justice Transitionnelle adaptés aux conditions locales et spécifiques au contexte. Elle contient des lignes directrices visant à favoriser la reddition des comptes et une justice axée sur les victimes, tout en promouvant la guérison collective, la réconciliation, la cohésion sociale et la consolidation de la paix de manière durable.

La PJTRLT reconnaît que les États membres de la CBLT concernés ont des réalités politiques, des attentes et des aspirations différentes en matière de Justice Transitionnelle. Chaque État membre est confronté à des défis qui lui sont propres. La PJTRLT n'adopte pas une approche uniforme. Elle expose les meilleures pratiques internationales et établit des normes communes dont ces États membres peuvent s'inspirer pour faciliter les processus de JT. Elle propose aux États membres des orientations pour combler les lacunes actuelles, partager les meilleures pratiques et mettre en place une Justice transitionnelle qui tienne compte des complexités des conflits régionaux.

La PJTRLT constitue un cadre permettant aux États membres de la CBLT concernés d'élaborer leurs propres programmes, politiques et stratégies globaux et spécifiques à leurs contextes pour parvenir à une paix, une justice, une réconciliation et un développement durables. Elle répond à la nécessité de rendre des comptes des violations des droits de l'Homme, mais tient également compte des éléments réparateurs, redistributifs et restaurateurs de la Justice transitionnelle. Son objectif est d'aider les États membres à relever les défis de la transformation des conflits, de la stabilisation, du relèvement et du renforcement de la résilience par le biais du développement humain durable.

La Politique s'inspire, s'appuie et complète les dispositions de la Politique de Justice Transitionnelle de l'Union Africaine (PJUA), qui souligne l'importance de l'appropriation locale dans la reconstruction et le développement post-conflit et soutient la localisation des approches de Justice transitionnelle en adoptant des mécanismes de justice réparatrice propres aux sociétés en transition. Cette politique s'appuie également sur la Stratégie Régionale de Stabilisation (SRS) de la CBLT et sur les Notes d'orientation du Secrétaire Général des Nations unies sur la Justice transitionnelle.

La PJTRLT comprend des points de référence et des indices de mesure des approches de la Justice transitionnelle et fournit aux acteurs étatiques et non-étatiques des points de référence clairs pour évaluer les processus de Justice transitionnelle dans les contextes régionaux et nationaux spécifiques (voir l'Annexe 1). Ces Orientations politiques visent à fournir un cadre global pour aborder le conflit dans la région et jeter les bases d'une paix et d'un développement durables.

Le présent document sur les lignes directrices de la PJTRLT fournit une boîte à outils aux États membres de la CBLT concernés pour l'élaboration d'une Politique de Justice Transitionnelle. Le document d'orientation final de la PJTRLT devrait se fonder sur de nouvelles consultations entre les États membres et prendre en compte les contributions des ministères et agences gouvernementales compétents chargés de mettre en œuvre les politiques et les plans d'action décrits dans les présentes lignes directrices.

2. OBJECTIFS

Les objectifs de la PJTRLT sont les suivants :

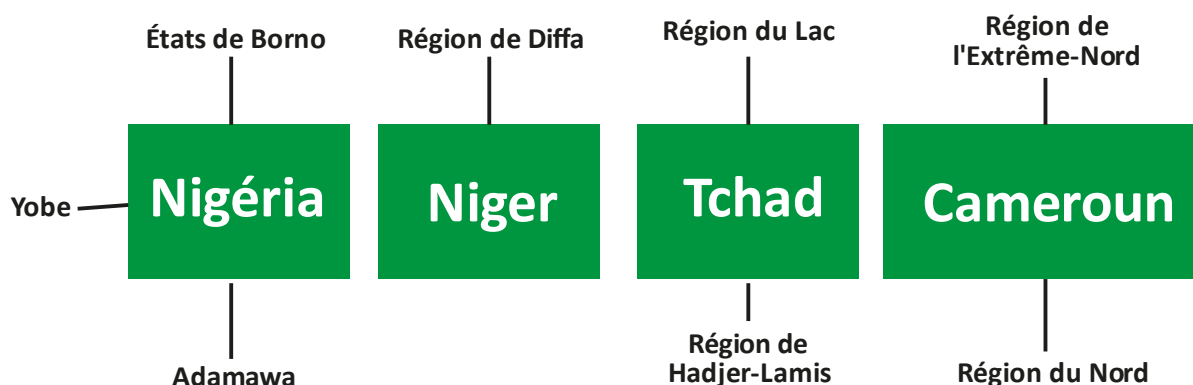
- **Améliorer l'efficacité et la coordination des activités de JT** dans le but de transformer les conflits, de stabiliser les sociétés, de faciliter le relèvement et d'empêcher la résurgence de la violence.
- **Renforcer les mécanismes existants de justice et de reddition de comptes en matière de droits de l'Homme** en cas de violations graves des droits de l'Homme. Il s'agit notamment de veiller à ce que les auteurs de violations soient tenus responsables de leurs actes et que les victimes bénéficient de réparations adéquates et effectives pour les préjudices subis.
- **Promouvoir la réconciliation, l'apaisement et le renforcement de la cohésion sociale** dans les communautés affectées par les conflits dans la région afin de restaurer la dignité, la confiance dans l'État et ses institutions.
- **Définir un programme politique pour une transformation socio-économique inclusive et le développement** des sociétés dans la région afin de s'attaquer aux causes profondes des conflits.
- **Renforcer les synergies et la coordination entre les diverses parties prenantes** engagées dans les processus de JT, notamment les acteurs étatiques et non-étatiques.
- **Fournir aux États membres de la CBLT, aux acteurs non-étatiques et aux autres parties prenantes des principes, des orientations politiques** et des cadres stratégiques souples et adaptables pour planifier et mettre en œuvre des programmes de transformation de la justice transitionnelle et des programmes de développement durable ;
- **Fournir des paramètres pour développer la cohérence et la coordination de la planification de la JT** par les acteurs étatiques et non-étatiques et les mécanismes de mise en œuvre aux niveaux local, national, régional et international ;
- **S'attaquer aux causes profondes et aux facteurs structurels du conflit et de la violence** et promouvoir une paix durable, le développement et les droits de l'Homme dans la région du Lac Tchad.

L'objectif global de la PJTRLT est de fournir les paramètres politiques d'une approche globale et coordonnée de la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad, qui réponde aux défis uniques de la transition dans chaque État membre concerné. Elle comprend des lignes directrices et des stratégies pratiques pour planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer des mécanismes de JT durables pour la résolution des conflits et la justice réparatrice dans la région du Lac Tchad. La JT étant un processus plus politique que technique, la PJTRLT est essentielle pour garantir que les autorités locales de la région assurent la direction stratégique des processus de justice réparatrice dans les communautés affectées par le conflit, notamment la mobilisation des ressources, la répartition des rôles entre les parties prenantes et la définition des conditions d'engagement de tous les acteurs impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives et de programmes locaux de JT.

3. METHODES ET PROCESSUS

Le présent document sur les lignes directrices de la PJTRLT a été commandé par la CBLT. Il est basé sur une étude d'accompagnement qui a examiné le scénario du conflit régional et la JT dans la région du Lac Tchad, en particulier les huit territoires les plus affectés des quatre pays touchés par la nébuleuse Boko Haram - les États fédérés de Borno, Yobé et Adamawa au Nigeria ; la région de Diffa au Niger ; les provinces du Lac et de Hadjer-Lamis au Tchad ; et les régions de l'Extrême-Nord et du Nord au Cameroun.

La méthodologie de l'étude et le processus de validation ont été développés en partenariat avec un réseau de partenaires de recherche locaux issus des régions étudiées (Cf. Annexe 2). Cela a permis l'engagement de diverses parties prenantes impliquées dans les processus de Justice transitionnelle dans les États membres de la CBLT concernés. Le rapport d'étude a fait l'objet d'une validation technique et politique par le biais d'ateliers universitaires et de la société civile et de présentations au Forum des Gouverneurs de la CBLT.



4. REFLEXIONS ET PRINCIPES DIRECTEURS

Les principes suivants devraient guider la conception et la mise en œuvre de la PJTRLT :

- a. **Le respect des procédures et l'État de droit** : Un engagement en faveur d'une procédure régulière et de l'État de droit, dans le but de s'attaquer aux racines du conflit et de renforcer le système juridique et judiciaire afin de lutter contre l'impunité et d'instaurer une culture de redevabilité pour les violations des droits de l'Homme. Il s'agit notamment de rétablir l'ordre public en reconfigurant et en revigorant d'urgence l'administration locale et les institutions chargées de l'administration de la justice.

- b. La réconciliation :** La réconciliation s'appuie sur d'autres initiatives de justice réparatrice telles que la justice axée sur les victimes, les réparations et la restitution. Une véritable réconciliation et un apaisement de la société ne sont possibles que lorsque les souffrances et les besoins des victimes et des survivants ont été reconnus et pris en compte. Le fait de ne pas reconnaître l'impact des violations, ainsi que les souffrances et les pertes des victimes, peut engendrer du ressentiment et de la méfiance, sapant ainsi les processus de justice transitionnelle.
- c. Consolidation de la paix et cohésion sociale :** Les processus de Justice transitionnelle sont généralement déployés dans des contextes post-conflit où un accord de paix a été conclu entre les parties opposées, l'objectif étant de soutenir la transition de la région d'un conflit à la paix. Bien que des accords de paix avec les OEV et d'autres groupes militants restent possibles, le processus de JT dans la région du Lac Tchad doit se poursuivre par des mesures actives de consolidation de la paix, même si le conflit persiste. La consolidation de la paix doit viser la réconciliation et favoriser la cohésion sociale en s'engageant à promouvoir l'apaisement et la cohésion sociale, à prévenir de nouvelles violations et à construire des communautés résilientes.
- d. Appropriation nationale :** La Justice transitionnelle est avant tout un processus politique plutôt que technique. La JT devrait être fondée sur une appropriation nationale substantielle, ancrée dans la coordination régionale. Ce principe découle de la reconnaissance du fait que les processus de JT doivent être alignés sur les aspirations et les besoins locaux. L'objectif de la coordination n'est pas d'ancrer une approche rigide et homogène de la JT, mais de favoriser une compréhension et une vision communes, et de maximiser le soutien et l'appropriation par le public. Les processus de JT menés au niveau national contribuent à la reconstruction de l'autorité légitime de l'État.
- e. Appropriation locale et communautaire :** Dans le prolongement de la PJTUA, la PJTRLT appelle à la décolonisation et à la domestication des approches de JT par l'adoption de ressources et de capacités judiciaires et non-judiciaires coutumières que la société peut mobiliser au niveau local en faveur de la justice et de la réconciliation. La PJTRLT s'aligne sur les principes des « valeurs africaines partagées relatives à la paix et à la sécurité, à la justice ou à la non-impunité, à la réconciliation et aux droits de l'homme et des peuples », élaborés dans divers documents d'orientation de la PJTUA et de la CBLT. L'adaptation et l'appropriation de la PJTRLT exigent que les communautés en transition adoptent une approche inclusive et participative centrée sur l'engagement avec divers systèmes de connaissances locales afin de garantir des systèmes de justice et de consolidation de la paix culturellement pertinents et accessibles.

- f. **Approche centrée sur les victimes** : Les victimes et les autres membres de la société affectés par la violence devraient être au cœur des processus de JT. Les approches de la justice transitionnelle devraient donner la priorité aux droits et aux intérêts des victimes et veiller à ce qu'elles soient traitées avec respect, dignité et compassion. Le processus de JT devrait également permettre aux victimes d'exprimer leurs points de vue et leurs préoccupations et de participer à la prise de décision et à la mise en œuvre des mesures de justice transitionnelle.
- g. **Participation, inclusion et non-discrimination** : Les processus de Justice transitionnelle devraient s'attaquer à l'exclusion et à la répartition inéquitable du pouvoir et des richesses, qui sont les causes profondes des conflits. La participation devrait être fondée sur les principes d'égalité, de non-discrimination, d'équité et de justice dans la conception et la mise en œuvre des politiques. Les processus de justice transitionnelle doivent être inclusifs, participatifs et consultatifs, et impliquer toutes les parties prenantes, en particulier les victimes et leurs représentants, la société civile, les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés.
- h. **Justice redistributive** : La justice transitionnelle devrait s'attaquer aux inégalités économiques et aux exclusions sociales qui précipitent et entretiennent les conflits. Il s'agit notamment de lancer des programmes visant à améliorer les conditions sociales et économiques des membres de la société dont les moyens de subsistance ont été perturbés par la violence et la marginalisation. ***Les mesures de justice redistributive dans la Politique de JT devraient s'aligner sur le principe de réalisation progressive, qui exige des États membres qu'ils parviennent progressivement à la pleine réalisation des droits économiques et sociaux sur une certaine période. Indépendamment des ressources disponibles, les États membres ont l'obligation immédiate de prendre des mesures appropriées pour garantir une amélioration continue et durable de la jouissance de ces droits au fil du temps.***
- i. **Spécificité du contexte** : Tout en s'inspirant des enseignements tirés d'autres régions en conflit et des meilleures pratiques mondiales, les politiques de JT et les stratégies de mise en œuvre dans la région du Lac Tchad doivent être adaptées au contexte. Les processus de justice transitionnelle devraient prendre en compte le scénario du conflit en cours dans la région du Lac Tchad, s'inspirer des conceptions de la société et répondre au besoin de justice et de réconciliation en ce qui concerne la nature du conflit et les violations. Le processus de justice transitionnelle devrait être adapté aux réalités historiques, culturelles, sociales et politiques spécifiques au Lac Tchad et refléter la diversité et la complexité de la région.

- j. **Stabilisation, Relèvement Et Résilience** : Les objectifs de la Justice transitionnelle devraient inclure la mise en place et le renforcement des capacités locales, nationales et régionales pour mettre fin au conflit, faciliter le relèvement et construire des sociétés résilientes. Il s'agit notamment de tirer parti des capacités aux niveaux international, continental, sous-régional et national pour soutenir et pérenniser les processus de JT. La PJTRLT s'appuie sur les buts et l'objectif de la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience (SR-SRR) de la CBLT, qui vise à générer des politiques et des programmes orientés vers la stabilisation et le développement à court, moyen et long terme de la région du Lac Tchad.
- k. **Établir des priorités, des séquences et des équilibres dans les stratégies de Justice transitionnelle** : la poursuite d'objectifs de justice transitionnelle interdépendants et concurrents nécessite souvent une mise en séquence et un équilibrage. Cela nécessite une planification minutieuse et complète des mesures de JT. Les réalités locales et nationales devraient déterminer la priorité des mesures de JT dans le cadre général d'une Politique Régionale de JT.
- l. **Prendre en compte les dimensions genre des violations et de la justice** : Compte tenu de la nature sexospécifique des conflits qui sévissent dans la région du Lac Tchad, les enquêtes, les poursuites et les processus de recherche de la vérité devraient accorder une attention particulière aux violences sexuelles et sexistes, ainsi qu'aux schémas d'inégalité entre les sexes dans la société qui favorisent les violences sexospécifiques. Tout comme la PJTUA, la PJTRLT prévoit des mesures spéciales de soutien aux femmes victimes afin d'assurer leur réhabilitation physique et psychosociale et leur réintégration sociale.
- m. **Coordination, coopération et cohérence des politiques** : La PJTRLT se concentre sur le développement de stratégies visant à améliorer la planification intégrée et les opérations en synergie. La nature régionale des conflits dans la région du Lac Tchad exige une coopération et une cohérence politique afin de garantir que tous les acteurs et processus répondent aux besoins et aux priorités des États et des peuples affectés. Les mesures de coopération et de cohérence politique devraient clarifier et définir les rôles et les responsabilités des parties prenantes aux niveaux régional, national et local. La coordination des parties prenantes et des processus de JT devrait viser à optimiser l'utilisation des ressources, à accroître l'efficacité et l'efficience, et à améliorer la rapidité des interventions.
- n. **Transparence, crédibilité et légitimité** : Les processus de Justice transitionnelle devraient être fondés sur des cadres juridiques nationaux et internationaux et respecter les normes et standards en matière de droits de l'Homme. Les processus de Justice transitionnelle doivent également être transparents, responsables et indépendants de toute ingérence ou manipulation politique.

- o. **Complémentarité** : Les mesures de Justice transitionnelle devraient être complémentaires et coordonnées avec d'autres efforts visant à relever les défis humanitaires, sécuritaires, de développement et de gouvernance dans la région du Lac Tchad. Les processus de Justice transitionnelle devraient également être intégrés et cohérents, en veillant à ce que les différentes composantes se renforcent mutuellement et soient cohérentes.
- p. **Exhaustivité et approche pansociétale** : La Justice transitionnelle doit être exhaustive et adopter une approche pansociétale qui implique les communautés locales, les chefs coutumiers, les organisations communautaires, les médias, les experts universitaires, les partenaires internationaux et le secteur privé. Cela implique de déconstruire les structures de pouvoir et les cadres institutionnels pour garantir qu'ils sont responsables, représentatifs et culturellement sensibles aux besoins locaux.

5. COMPOSANTES

La Politique de Justice transitionnelle de la région du Lac Tchad devrait comporter les éléments suivants :

- a. **Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR)** : Compte tenu du scénario de conflit unique de la région du Lac Tchad, des stratégies efficaces de désarmement, de démobilisation et de réintégration sont essentielles à la réussite des processus de Justice transitionnelle. Les Accords de Paix sont souvent une condition préalable aux processus de Justice transitionnelle. En l'absence d'un accord de paix entre les États membres et les OEV, un cadre de DDR efficace est essentiel pour créer un environnement propice à la mise en œuvre d'autres initiatives en matière de Justice transitionnelle. La justice et la paix durable ont peu de chances d'être atteintes sans la cessation des violences et la démobilisation et la réintégration des ex-combattants. Dans la région du Lac Tchad, le cadre de DDR s'inscrit à la fois dans le contexte de l'extrémisme violent et dans celui des conflits en cours. Les approches de DDR fondées sur un engagement multisectoriel devraient offrir des solutions globales qui répondent aux complexités du conflit. Cela devrait concerner tout le processus du conflit hors des groupes armés, en englobant l'approche humanitaire intégrée et de développement envisagée dans la **Stratégie Régionale de Stabilisation (SR-SRR) de la CBLT**. ***Les processus de DDR devraient être intégrés dans des Cadres politiques nationaux et régionaux plus larges de Justice transitionnelle et répondre aux exigences politiques, juridiques et institutionnelles propres à la fin d'un conflit.***
- b. **Justice et redevabilité** : L'objectif principal des processus de Justice transitionnelle est de garantir la justice et la reddition de comptes des violations en tant que moyen de sortie de crise. ***Les poursuites contre les auteurs de ces actes doivent être menées par le biais des systèmes judiciaires nationaux et internationaux, dans le respect des normes relatives à la régularité de la procédure et à l'équité des procès.*** Les

poursuites devraient viser à mettre fin à l'impunité, à dissuader les violations futures et à rendre justice aux victimes et à la société. L'accusation devrait également respecter les droits des accusés et garantir leur présomption d'innocence, leur représentation légale et leur défense. Par ailleurs, elle devrait être soutenue par des ressources, des capacités et une coopération adéquates, à l'abri de toute pression ou influence politique ou extérieure. Les poursuites devraient aussi être complétées par d'autres mesures - telles que le profilage, les sanctions et l'amnistie - le cas échéant et conformément aux obligations et Principes internationaux.

- c. **Recherche de la vérité** : *Un mécanisme de recherche de la vérité devrait être mis en place pour enquêter sur les violations commises dans la région du Lac Tchad et les documenter, ainsi que pour révéler les faits et les circonstances de ces violations, leurs causes et leurs conséquences, ainsi que l'identité et les responsabilités des auteurs et des victimes.* Le mécanisme de recherche de la vérité devrait également constituer une plateforme permettant aux victimes de partager leurs expériences et de rechercher la reconnaissance de la société. Le mécanisme de recherche de la vérité devrait fonctionner avec un mandat, un calendrier et une méthodologie clairs et avoir accès à toutes les sources d'information et de preuve pertinentes. Il doit également assurer la protection et la sécurité de tous les témoins, du personnel et des dossiers. ***Le mécanisme de recherche de la vérité devrait produire un rapport public complet contenant les résultats, les conclusions et les recommandations en matière de Justice transitionnelle.***
- d. **Justice coutumière à base-communautaire (JCC)** : Les États et les acteurs non-étatiques devraient soutenir et respecter les systèmes de justice à base-communautaires et les mécanismes de reddition de comptes qui favorisent l'intégration et la réconciliation. Les États, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux devraient promouvoir les institutions communautaires de règlement des litiges aux niveaux appropriés pour les cas pertinents. ***Les États membres devraient mettre en place des processus transparents pour identifier et encourager la réforme des pratiques coutumières préjudiciables susceptibles de renforcer les inégalités et l'exclusion ou d'exacerber les conflits.*** Conformément aux dispositions de la PJTUA, les États membres et les partenaires internationaux devraient encourager l'intégration des pratiques africaines dans les normes internationales afin de lutter contre l'impunité et de promouvoir la paix, la justice et la réconciliation.
- e. **Réparations** : La justice réparatrice est un fondement essentiel de la Justice transitionnelle. Il s'agit notamment de réparations financières et non-financières ou de restitutions pour les violations ou les pertes subies. Les personnes et les communautés qui ont subi des abus et des violations exigent des réparations et des restitutions en tant qu'élément essentiel de la justice et en tant que base de la réconciliation et de la réhabilitation de la société. Les réparations devraient viser à rétablir les droits et la dignité des victimes et à réparer les préjudices physiques,

psychologiques, matériels et moraux subis. Les réparations doivent également être proportionnelles, adéquates et effectives et doivent tenir compte des besoins et des préférences des victimes et de leurs familles. ***Dans les communautés du BLT affectées par le conflit, les principales formes de réparations identifiées par les parties prenantes comprennent les réparations matérielles, les compensations monétaires, l'apport de compétences professionnelles et d'opportunités d'emploi, la reconstruction des maisons et des infrastructures détruites, la réhabilitation et les garanties de non-récidive.*** Les réparations devraient être financées par un mécanisme spécifique et durable et être administrées par un organisme indépendant et impartial. Les réparations devraient également s'accompagner d'excuses publiques, d'une commémoration et d'une sensibilisation afin de reconnaître les victimes et leurs souffrances.

- f. **Réconciliation et consolidation de la paix** : La réconciliation devrait être facilitée par des activités aux niveaux local et national visant à promouvoir le dialogue, le pardon, la réhabilitation et l'instauration d'un climat de confiance. ***Les processus de réconciliation devraient être pris en charge et dirigés par les acteurs locaux et soutenus par les acteurs nationaux et internationaux. Ils doivent être inclusifs et participatifs et impliquer tous les segments et secteurs de la société.*** Les mesures de réconciliation devraient viser à favoriser une culture de paix, de tolérance et de respect, et à surmonter la haine, le ressentiment et la peur qui alimentent les conflits et la violence. La réconciliation devrait être fondée sur les valeurs des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'État de droit, et elle devrait renforcer le contrat social et l'engagement civique de la population. Les mesures de réconciliation et de consolidation de la paix peuvent inclure la mise en place de Commissions/panels de Justice transitionnelle (CJT), de Commissions Vérité et Réconciliation (CVR) ou d'autres initiatives de paix au niveau communautaire en vue de la réconciliation et du règlement des différends.
- g. **Justice redistributive (socio-économique)** : La pauvreté, les inégalités économiques et la marginalisation sociale sont à l'origine des conflits dans la région. Les administrations, les organisations de la société civile, les partenaires internationaux de développement et les autres parties prenantes devraient collaborer à la mise en œuvre de mesures économiques et de développement destinées à corriger les inégalités structurelles, la marginalisation et l'exclusion qui sont à l'origine des conflits et de la violence. ***Les États membres devraient mettre en place des mesures de redistribution tournées vers l'avenir qui s'attaquent à la marginalisation et à l'exclusion socio-économique sous-jacentes afin de prévenir la rechute dans la violence.***
- h. **Réforme institutionnelle** : Les réformes institutionnelles devraient viser à s'attaquer aux causes profondes des conflits et de la violence, à garantir l'obligation de rendre compte des violations, à faire respecter l'État de droit et à prévenir l'impunité et la résurgence des conflits. Les réformes institutionnelles devraient être stratégiques,

globales et multisectorielles. Idéalement, ces réformes devraient se fonder sur les enquêtes et les recommandations d'une Commission de Justice Transitionnelle ou d'une Commission Vérité et Réconciliation. L'objectif de la réforme institutionnelle est de promouvoir la bonne gouvernance, d'assurer l'inclusion économique, sociale et politique et de favoriser la cohésion sociale afin de prévenir de futures violations. Les réformes politiques et institutionnelles devraient garantir le respect de la dignité de tous les membres de la société sur la base de leur inclusion et de leur participation effective aux processus de prise de décision. ***Les réformes institutionnelles devraient également permettre une représentation proportionnelle et l'inclusion des opinions des femmes et des groupes sous-représentés par le biais d'une réforme législative et d'autres mesures politiques qui s'attaquent à la discrimination et aux inégalités.***

- i. **Amnisties, grâces et compromis** : Les amnisties et les grâces, en tant que remises de peine, peuvent être des mécanismes efficaces de Justice transitionnelle si elles sont correctement conceptualisées et administrées. Elles peuvent être des outils pour l'établissement de la vérité, les poursuites judiciaires, la réintégration et la réconciliation. Les amnisties, les grâces et les compromis peuvent être mis en œuvre dans le cadre de procédures judiciaires régulières ou des travaux des Commissions de Justice Transitionnelle ou des Commissions Vérité et Réconciliation. Tout comme la PJTUA, la PJTRLT appelle à la coopération avec les auteurs présumés en leur accordant des amnisties uniquement pour prévenir de nouvelles violences et faciliter l'obligation de rendre des comptes et la réconciliation, notamment le droit des victimes à la vérité et à des réparations. On peut aussi recourir aux amnisties, aux grâces et aux compromis pour créer les conditions institutionnelles, politiques et de sécurité qui garantissent le respect de l'État de droit, des droits de l'Homme et du droit humanitaire. Toutefois, le recours aux amnisties et aux grâces ne doit pas être utilisé pour compromettre l'obligation de rendre des comptes pour les violations commises ou pour favoriser l'impunité. Les processus de Justice transitionnelle ne devraient pas autoriser les amnisties « générales » ou inconditionnelles qui empêchent les enquêtes, facilitent l'impunité des personnes responsables de crimes graves ou perpétuent des cultures institutionnelles négatives.

6. PARTIES PRENANTES CLES

- a. **Les victimes** : L'un des principaux défis posés par les initiatives de DDR et de justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad et le sentiment qu'ont les parties prenantes que les intérêts des victimes ne sont pas pris en compte de manière adéquate. Cela entrave les objectifs de justice, de recherche de la vérité, de reddition de comptes et de réconciliation. Les victimes sont les principales parties prenantes des processus de Justice transitionnelle. Des mesures devraient être prises pour veiller à ce que leurs intérêts, leurs perspectives et leur bien-être soient au cœur des initiatives de Justice transitionnelle. Se concentrer sur la justice, les droits et les

intérêts des victimes n'est pas seulement un impératif moral, mais une nécessité pratique pour la justice, la paix durable et la réconciliation sociale.

- b. Les femmes :** La prévalence de la violence sexiste dans les conflits dans la région du Lac Tchad rend impératif l'adoption d'une dimension genre dans les interventions de justice transitionnelle dans la région. Une approche sensible au genre qui tient compte des besoins spécifiques des femmes est essentielle à la réussite des processus de justice transitionnelle. Les circonstances socioculturelles et structurelles placent les femmes dans une position vulnérable en tant que victimes de violences et cibles du « recrutement » par les OEV. Les femmes sont également victimes de l'assassinat ou de l'enlèvement des membres masculins de la famille qui sont les pourvoyeurs de revenus. Les processus de Justice transitionnelle devraient accorder une attention particulière aux violations spécifiques auxquelles les femmes et les filles sont confrontées dans le contexte d'un conflit. Il s'agit notamment d'enquêter et de poursuivre les auteurs de violences sexuelles et sexistes. Des mesures devraient être mises en place pour protéger les femmes victimes de la stigmatisation sociale et culturelle qui entrave les poursuites efficaces contre les violences dont elles sont victimes. Des mesures devraient également être prises pour répondre aux besoins psychosociaux, médicaux et de subsistance des victimes de ces violences.
- c. Les enfants et les jeunes :** Les enfants sont vulnérables aux conflits et en subissent les conséquences de multiples façons. Ils sont les cibles directes de violences, notamment les meurtres, les tortures, les enlèvements, les violences sexuelles et le recrutement par les OEV. Dans la région du Lac Tchad, les jeunes garçons sont particulièrement vulnérables à la violence. Les processus de JT devraient répondre aux besoins des enfants et des jeunes, qu'ils soient auteurs ou victimes de conflits. Les processus de Justice transitionnelle et les initiatives de consolidation de la paix devraient tenir compte de l'impact disproportionné de la violence sur les enfants et les jeunes, notamment la privation de droits socio-économiques tels que l'alimentation, la santé et l'éducation. Des mesures devraient être prises pour protéger la sécurité et l'anonymat des enfants participant aux processus de Justice transitionnelle, notamment aux enquêtes et aux audiences publiques des Commissions de Justice Transitionnelle ou des Commissions Vérité et Réconciliation.
- d. Les personnes déplacées internes (PDI) et les réfugiés :** Les PDI et les réfugiés font partie des groupes les plus vulnérables dans le conflit auquel la région est confrontée. Des centaines de milliers de personnes ont été déplacées par le conflit dans la région. Les PDI et les réfugiés vivant dans des camps temporaires sont confrontés à l'insécurité, à la pauvreté, au dénuement économique, à l'isolement social et à l'insécurité. Le bien-être et les intérêts des PDI et des réfugiés devraient faire partie intégrante des processus de Justice transitionnelle. Les objectifs des processus de justice transitionnelle sont de supprimer ou d'atténuer les vulnérabilités des PDI et

des réfugiés, et de créer les conditions d'un retour en toute sécurité de ces personnes dans des communautés stables et résilientes.

- e. **Les personnes en situation de handicap et les personnes âgées** : Les processus de Justice transitionnelle devraient accorder une attention particulière aux membres vulnérables de la société, tels que les personnes en situation de handicap et les personnes âgées, qui sont souvent ignorées ou marginalisées dans les transitions. La PJTRLT s'aligne sur la PJTUA en reconnaissant que les processus de transition qui marginalisent ces groupes vulnérables engendrent du ressentiment. Cela sape la légitimité des mesures de Justice transitionnelle et perpétue les schémas de discrimination et d'inégalité dans les relations sociales.
- f. **Les ex-combattants** : Le succès des processus de JT dépend de l'efficacité de la démobilisation, de la réhabilitation et de la réintégration des ex-combattants dans la société. Les États membres devraient développer une cohérence politique nationale en matière de poursuites judiciaires, de sanctions, d'amnistie et de réintégration des ex-combattants. L'absence de réintégration efficace accroît les risques que les anciens combattants démobilisés retournent à la violence, encouragés par la montée du crime organisé lucratif et des conflits intercommunautaires. Les États membres et les partenaires internationaux devraient accorder la priorité à la mise en place d'infrastructures, de capacités de soutien psychosocial et de programmes de formation afin de faciliter l'intégration sociale et économique des ex-combattants.
- g. **Les partenaires internationaux** : *Les partenaires internationaux de développement et d'aide humanitaire devraient coordonner leurs activités afin de s'aligner sur les priorités des États membres et des organisations régionales en matière de Justice transitionnelle.* Les partenaires internationaux devraient collaborer avec les États membres et les organisations régionales pour s'attaquer aux problèmes de développement social et économique qui sont à l'origine des conflits. Il s'agit notamment de soutenir le renforcement des capacités et le partage des connaissances sur les réformes politiques, juridiques et institutionnelles. Ce soutien ne devrait pas se limiter aux systèmes de justice formels de l'État, mais s'étendre aux pratiques non formelles de la justice à base-communautaire. Les partenaires internationaux devraient aider les États à mettre en place des fonds et des programmes nationaux de réparation centrés sur les victimes.

7. MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE

Les lignes directrices de la PJTRLT décrivent les mécanismes de mise en œuvre pour chaque État membre et leur rôle dans les processus de Justice transitionnelle aux niveaux local, national et régional (Cf. Annexe 1).

- a. **Niveau communautaire** : Les approches communautaires des pratiques de justice et de réconciliation varient d'une culture à l'autre dans la région du Lac Tchad. Les gouvernements devraient superviser ces pratiques afin de garantir l'obligation de rendre des comptes, de protéger les intérêts des victimes et des survivants, de favoriser la réhabilitation collective et de renforcer la cohésion sociale. Les systèmes de justice coutumière inclusifs, sanctionnés et réglementés par l'État, peuvent contribuer à l'atténuation de la rigidité des lois étatiques et des processus de justice formels, permettant ainsi la transformation des conflits dans les sociétés de la région du Lac Tchad en transition. Les systèmes de justice coutumière doivent également favoriser un environnement sûr et favorable dans lequel les victimes peuvent témoigner des violations subies et donner l'occasion aux auteurs de rompre avec le passé et de se réinsérer dans la société.
- b. **Niveau national** : Les États membres de la CBLT concernés sont les premiers responsables des processus de Justice transitionnelle. L'engagement politique des États membres est donc crucial pour la réussite des processus de Justice transitionnelle. En accord avec la PJTUA, les États membres ont la responsabilité première d'éliminer les obstacles politiques et sociaux à la poursuite efficace des processus de transition, de garantir l'espace de débat et de plaider sur la Justice transitionnelle et de mobiliser le soutien de tous les secteurs de la société et des partenaires internationaux. Pour garantir l'appropriation et la coordination nationales, les principes suivants devraient guider la mise en œuvre au niveau national. Les États membres devraient élaborer des politiques nationales globales et holistiques en matière de Justice transitionnelle en procédant à des consultations élargies et significatives.
 - i. Les acteurs nationaux devraient jouer un rôle de premier plan dans la planification, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports sur les processus de Justice transitionnelle. Les États membres devraient veiller à ce que toutes les parties prenantes soient largement consultées et participent à la prise de décision concernant la JT.
 - ii. Les processus de Justice transitionnelle se fondent sur une procédure régulière et sur l'État de droit. Les États membres devraient créer l'environnement juridique nécessaire à la mise en œuvre de la Justice transitionnelle, notamment en adoptant des lois, en instituant des procédures administratives et en éliminant les obstacles à la mise en œuvre des politiques de justice transitionnelle.
 - iii. Les États membres devraient prendre l'initiative de coordonner l'engagement et l'intervention des parties prenantes multisectorielles nécessaires à une justice transitionnelle efficace. Il s'agit notamment de travailler avec des acteurs non-étatiques et des partenaires internationaux pour atteindre les objectifs politiques. Le manque d'opportunités économiques et d'éducation pour les enfants et les jeunes constitue un défi particulier pour une justice transitionnelle efficace dans

la région du lac Tchad. Il s'agit là de l'une des lacunes économiques et sociales les plus graves de la région. Les États membres devraient prendre l'initiative de combler ces lacunes dans le cadre d'une approche globale de la Justice transitionnelle.

- iv. Les États membres devraient donner la priorité à la mise en œuvre de mesures de Justice transitionnelle et prévoir des dispositions adéquates dans les budgets nationaux pour la mise en œuvre de politiques et de programmes nationaux de Justice transitionnelle par le biais de collaborations avec des partenaires internationaux et le secteur privé en vue de la mobilisation des fonds.

c. Niveau régional : La CBLT et d'autres organisations régionales devraient diriger la coordination régionale des processus de Justice transitionnelle. La CBLT est bien placée pour coordonner la planification et la mise en œuvre des processus de Justice transitionnelle en s'appuyant sur les acquis de la SR-SRR et des mécanismes de DDR connexes. Le rôle des organismes régionaux devrait englober l'ensemble des initiatives en matière de Justice transitionnelle, notamment la coordination des instruments politiques, la codification juridique, les systèmes judiciaires, les mesures de justice redistributive et les mesures de réparation et de réconciliation.

- i. Les organisations régionales devraient aider les acteurs nationaux à mettre en œuvre des processus de transition qui s'attaquent aux causes profondes des conflits dans la région et suppriment définitivement les conditions propices à l'instabilité et aux violations des droits de l'Homme. Les organisations régionales devraient s'attaquer aux dimensions régionales et transfrontalières des conflits en promouvant des relations et une coopération bilatérales et multilatérales amicales afin de favoriser une compréhension commune des processus de transition. ***La CBLT devrait fournir une plateforme de partage des meilleures pratiques en matière de processus de Justice transitionnelle, conformément aux critères définis dans la PJTUA et la PJTRLT.***
- ii. ***La CBLT devrait diriger la mise en place d'un fonds régional pour la Justice transitionnelle qui s'appuie sur la SR-SRR pour soutenir les États membres dans leurs processus nationaux de Justice transitionnelle.***
- iii. ***La CBLT devrait diriger la création d'une base de données sur l'expertise en matière de justice transitionnelle de laquelle les États membres et les acteurs non-étatiques pourraient s'inspirer pour la planification, la programmation et l'action à l'échelle nationale et déconcentrée.***
- iv. ***La CBLT et d'autres organisations régionales devraient faciliter la coopération sur les initiatives suivantes : a) création d'un mécanisme régional de vérité ; b) coopération judiciaire entre les États membres lorsque des cas isolés traversent une ou plusieurs frontières ; c) coordination des normes pour garantir un traitement similaire des victimes et des auteurs au-delà des frontières ; d) échange d'informations entre les États membres (par exemple, pour garantir***

qu'une victime ne participe pas à plusieurs programmes de réparation, ou qu'un ex-combattant ne participe et ne bénéficie pas de plusieurs programmes de DDR).

- d. **Niveau continental :** La PJTUA fournit un cadre continental cohérent pour les processus de Justice transitionnelle. La PJTRLT complète la PJTUA en prenant en compte le scénario spécifique des conflits régionaux. Les États membres de la CBLT devraient tirer parti du leadership et de l'expertise que l'UA a développés en matière de Justice transitionnelle. Il s'agit notamment de l'expertise et du leadership des organismes continentaux non-étatiques, notamment des organes, institutions et mécanismes de l'UA tels que la Commission de l'Union africaine, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) et le Parlement panafricain. Pour promouvoir les composantes de justice réparatrice et rétributive des processus de Justice transitionnelle, les États membres du BLT concernés devraient également collaborer avec des organismes économiques et financiers continentaux tels que la Banque africaine de développement.
- e. **Acteurs non-étatiques :** Les acteurs non-étatiques devraient également jouer un rôle actif dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et processus de Justice transitionnelle. Les Organisations de la société civile, les Organisations communautaires de base (OCB) et les médias devraient faciliter l'engagement du public dans les processus de Justice transitionnelle et faire campagne en ce sens. Des dispositions devraient également être prises pour permettre à ces acteurs et à d'autres de jouer leur rôle en créant des forums pour documenter et rendre compte des processus de JT. Le rôle essentiel des processus religieux, confessionnels et culturels, qui offrent aux communautés affectées et aux membres de la société des possibilités de rétablissement, de réconciliation et de justice locale, devrait être renforcé dans le cadre du processus de transition.

8. CRITERES DE REFERENCE

La région du Lac Tchad devrait s'appuyer sur les critères suivants pour suivre et évaluer les progrès et l'impact de sa Politique en matière de Justice transitionnelle :

- a. **Reddition de comptes et lutte contre l'impunité :** Les Commissions ou Groupes de travail sur la Justice transitionnelle ;
 - i. ***Mettre en place des mécanismes d'enquête, de suivi, de documentation et de signalement des violations. Ces mécanismes devraient inclure le renforcement ou l'élargissement des systèmes juridiques et des procédures***

judiciaires existants afin de garantir des enquêtes rapides et efficaces sur les violations et la poursuite des auteurs pour répondre aux appels du public à la justice.

- ii. **Mettre en place des Commissions/Groupes de travail sur la Justice transitionnelle (CJT) ou des Commissions Vérité et Réconciliation (CVR).** Les CJT ou les CVR sont des organes juridiques/judiciaires ou quasi-judiciaires créés pour examiner et traiter les violations et les abus. Elles visent à établir un historique complet des violations, notamment les diverses expériences des différents groupes et le rôle des institutions étatiques et non-étatiques. Elles prévoient également des mesures de justice, de réparation, de réconciliation et de réhabilitation axées sur les victimes. Les CJT et les CVR sont adaptées aux sociétés en transition parce qu'elles offrent des plateformes plus accessibles que les tribunaux ordinaires pour rendre la justice et promouvoir la réconciliation. Les CJT devraient souligner la responsabilité institutionnelle des crimes et recommander la réforme des institutions, des lois, des politiques et des pratiques qui favorisent les abus et les violations. Les CJT ou les CVR devraient être créées au niveau national ou infranational et dotées de mandats étendus pour enquêter sur les causes profondes du conflit et formuler des recommandations visant à garantir la justice et les réparations pour les victimes, à favoriser la réconciliation et à orienter les réformes institutionnelles. La création des CJT et la définition de la portée de leur mandat devraient s'appuyer sur de vastes consultations des parties prenantes, en particulier avec les communautés et les groupes de victimes dans les zones de conflit.
 - iii. Les États membres devraient créer des conditions propices à l'accomplissement du mandat des CJT ou des CVR en garantissant leur indépendance, en clarifiant leur mandat et en leur fournissant des ressources suffisantes pour qu'elles puissent s'acquitter de leurs missions d'enquête, d'évaluation, d'établissement de rapports et de mise en œuvre des recommandations.
 - iv. Le nombre et la qualité des enquêtes sur les violations et des poursuites engagées contre les auteurs, ainsi que les résultats et les sentences de ces procès conformément aux normes et obligations juridiques nationales et internationales, constituent un critère de référence quantifiable.
- b. Recherche de la vérité :** La mise en place et l'opérationnalisation de mécanismes de recherche de la vérité, tels que les commissions conjointes de justice ou les Commissions Vérité et Réconciliation, avec un mandat, un calendrier et une méthodologie clairs, ainsi que la participation et la représentation des victimes et d'autres parties prenantes. Les commissions de JT devraient contribuer à la justice et à la reddition de comptes en révélant la vérité sur les origines et la portée des conflits et en formulant des recommandations pour remédier aux abus, lutter contre l'impunité et prévenir de futures violations. Elles devraient accorder une attention particulière aux abus basés sur le genre, notamment les violences sexuelles et les pratiques culturelles préjudiciables.

- i. ***Les CJT ou les CVR devraient offrir un environnement sûr, favorable et inclusif aux victimes pour qu'elles puissent témoigner des violations subies, ce qui constituerait le fondement de la justice et de la réhabilitation. Elles devraient permettre aux auteurs de rompre avec le passé, d'avouer et de réfléchir aux violations commises et de se réintégrer dans la société.***
- c. **Justice à base-communautaire** : Les critères d'efficacité des systèmes et processus de justice communautaire sont notamment les suivants :
 - i. Des réformes institutionnelles et juridiques qui reconnaissent les mécanismes alternatifs et coutumiers de résolution des conflits en matière de reddition de comptes et de réconciliation.
 - ii. Soutenir les communautés locales dans l'adaptation et l'utilisation de leurs mécanismes coutumiers de justice et de consolidation de la paix pour répondre à leurs besoins en matière de Justice transitionnelle.
- d. **La réconciliation** : Les critères et les normes pour une réconciliation et une cohésion sociale efficaces sont notamment les suivants :
 - i. Mettre en place et rendre opérationnelles des initiatives et des activités de réconciliation avec un objectif, une stratégie et un indicateur clairs et avec la participation et la représentation des communautés et des autres parties prenantes ;
 - ii. Mettre en place des CJT ou des CVR dotées de mandats clairs en matière de recherche de la vérité, de justice réparatrice et de réconciliation ;
 - iii. Mettre en place des programmes qui permettent de reconnaître les violations, de promouvoir la justice réparatrice et la cohésion sociale, la coexistence et la réconciliation à tous les niveaux de la société ;
 - iv. Mettre en place des programmes qui s'attaquent aux inégalités structurelles à l'origine des conflits et promouvoir un développement inclusif, comme des mesures sociales et économiques qui accordent une attention particulière aux victimes et aux communautés affectées par les conflits ;
 - v. Lancer des programmes d'éducation, de communication et de sensibilisation de la communauté qui favorisent l'intégration et le sentiment d'appartenance à la communauté ; Il peut s'agir de créer des stations de radio communautaires là où elles n'existent pas et de les soutenir là où elles existent déjà.
 - vi. Mettre à disposition des installations et des ressources pour la médiation et le soutien psychosocial des victimes et des communautés. Cette responsabilité devrait incomber en premier lieu aux États membres, avec le soutien des partenaires internationaux et des organisations de la société civile, notamment les organisations religieuses et communautaires et le secteur privé.
 - vii. Le nombre et la qualité des initiatives et des activités de réconciliation mises en œuvre, ainsi que l'impact et le retour d'information des participants, constituent un critère de référence quantifiable.

- e. **La justice réparatrice** : Les critères et les normes d'une justice réparatrice efficace pour remédier aux préjudices et aux pertes subis par les victimes et les survivants d'un conflit sont notamment les suivants :
- i. Élaborer des cadres politiques globaux applicables aux programmes de réparation publique.
 - ii. Mettre en place et rendre opérationnels des mécanismes de réparation assortis de critères, de procédures et de modalités clairs, axés sur la participation et la représentation des victimes et des autres parties prenantes. Ces mécanismes peuvent prendre la forme de CJT ou de CVR dotées d'un mandat clair en matière de justice réparatrice.
 - iii. ***Élaborer des stratégies et des plans pour mobiliser des ressources à des fins de réparation, notamment en créant un fonds de réparation au niveau national. Les États membres devraient collaborer avec des partenaires internationaux pour donner la priorité à la création de Fonds de réparation dans le cadre de processus globaux de Justice transitionnelle.***
 - iv. Veiller à ce que les réparations soient non-discriminatoires, en accordant une attention particulière aux femmes, aux jeunes et aux enfants.
 - v. Veiller à ce que les réparations soient rapides, adéquates et efficaces pour remédier aux préjudices subis par les victimes et les survivants.
 - vi. ***Mettre en place un contrôle multisectoriel de l'administration des fonds de réparation nationaux et régionaux et des programmes de réparation afin de garantir la reddition de comptes au public et la transparence.***
 - vii. ***Rendre obligatoire l'audit annuel des fonds de réparation nationaux et régionaux et des organismes qui les gèrent.***
 - viii. Le nombre et la qualité des mesures et programmes de réparation offerts aux victimes et à leurs familles, ainsi que la satisfaction et le retour d'information des bénéficiaires et de la société, constituent des critères de référence quantifiables.
 - ix. Veiller à ce que les mesures de réparation soient globales et répondent aux besoins individuels et collectifs. Il peut s'agir de fournir des services médicaux et psychosociaux aux victimes et aux communautés affectées, de restituer les terres communautaires et de reconstruire les infrastructures des services publics, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité.
 - x. ***Procéder à des réparations morales, notamment en reconnaissant publiquement les faits et en présentant des excuses, en organisant des cérémonies religieuses et communautaires de réhabilitation et en procédant à des rites de purification.***
- f. **Justice redistributive (socio-économique)** : Les critères et les normes d'une justice redistributive efficace qui s'attaque aux inégalités économiques et sociales à l'origine des conflits sont notamment les suivants :
- i. Introduire une réforme foncière, notamment par la redistribution et la réaffectation des terres, afin de garantir un accès équitable ;
 - ii. Permettre aux femmes d'accéder à la terre, d'acquérir des compétences professionnelles et de bénéficier des opportunités d'emploi. Les pratiques traditionnelles néfastes qui empêchent les femmes d'accéder à la terre et aux

opportunités économiques doivent être réformées par le biais de consultations et d'un dialogue inclusifs avec les communautés.

- iii. ***Le cas échéant, et en consultation avec toutes les parties prenantes, donner accès aux pâturages ou aux exploitations agricoles aux communautés pastorales déplacées par les conflits ou dont les pâturages traditionnels subissent les effets du changement climatique. Cela devrait être fait dans le but de prévenir les conflits entre agriculteurs et éleveurs.***
- iv. Offrir aux jeunes une formation professionnelle et des perspectives d'emploi, afin qu'ils soient moins susceptibles d'être recrutés par des OEV et des groupes de bandits.
- v. Aux niveaux national et local, adopter des stratégies fiscales et de développement équitables destinées aux communautés affectées par le conflit. Il s'agit notamment d'aligner et de comparer les programmes de développement avec les Objectifs de Développement Durable des Nations unies.
- vi. Un investissement soutenu des États et des partenaires internationaux dans l'éducation, en mettant l'accent sur les programmes qui offrent des possibilités d'éducation et d'emploi aux femmes.

g. Amnisties, grâces et négociations de plaidoyer : Les critères de référence concernant le recours aux amnisties, aux grâces et aux accords de plaidoyer dans les processus de Justice transitionnelle peuvent inclure les éléments suivants :

- i. Le recours judiciaire aux amnisties, aux grâces et aux ententes sur le plaidoyer pour compléter d'autres mesures de reddition de comptes, faciliter les recours pour les victimes et garantir la participation de ces dernières. Le recours aux amnisties et aux grâces ne doit pas se faire de manière isolée, mais doit être intégré dans des initiatives plus larges de transformation des conflits et de Justice transitionnelle.
- ii. ***Veiller à ce que les amnisties, les grâces et les accords de plaidoyer comportent une composante de reconnaissance publique et offrent aux contrevenants la possibilité de manifester publiquement leurs remords.***
- iii. ***Les accords de plaidoyer doivent être proposés et mis en œuvre de manière transparente et impartiale, sur la base de critères clairs et dans le respect des procédures légales établies. Le recours arbitraire ou discriminatoire aux déclarations d'amnistie, aux grâces et aux accords de plaidoyer peut compromettre l'obligation de rendre compte des violations commises.***

h. Réformes politiques et institutionnelles : Les critères et les normes d'une réforme politique efficace pour soutenir et pérenniser les processus de Justice transitionnelle peuvent inclure les éléments suivants :

- i. Mener des réformes multisectorielles globales, notamment dans les domaines juridique, judiciaire et de la sécurité, afin de s'aligner sur les objectifs nationaux de la JT par le biais de processus consultatifs. Les réformes judiciaires devraient viser à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'État de droit.

- ii. **Renforcer les systèmes de défense publique afin de garantir des procès équitables aux accusés. Il s'agit notamment de vulgariser le système du défenseur public et de le rendre accessible aux personnes accusées.**
 - iii. Assurer l'harmonisation nationale et la coordination régionale des lois relatives à la poursuite des ex-combattants. Cela comprend la coordination régionale et nationale des processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration.
 - iv. Instaurer des garanties juridiques et pratiques contre les sanctions extrajudiciaires telles que les exécutions arbitraires par les forces de défense et de sécurité, conformément aux normes et standards applicables en matière de droits de l'Homme.
 - v. Élaborer ou réviser des normes d'éthiques et des codes de conduite pour les pouvoirs publics impliqués dans les processus et mécanismes de Justice transitionnelle.
 - vi. Fournir un espace institutionnel pour l'intégration et l'utilisation des valeurs et des pratiques sociopolitiques autochtones, notamment en renforçant les capacités des chefs coutumiers et religieux et des organisations communautaires de base.
 - vii. Mettre en place des programmes d'éducation civique sur la non-violence, la résolution des conflits et la consolidation de la paix afin de promouvoir la cohésion sociale.
 - viii. Par le biais de programmes d'éducation et de réorientation sociale, institutionnaliser les principes de redevabilité, de légalité, de transparence, de sensibilité et de respect des droits de l'Homme, notamment la non-discrimination et l'égalité.
 - ix. **Institutionnaliser des mesures de gouvernance participative telles que des forums communautaires consultatifs et des assemblées citoyennes afin de garantir la participation du public à la prise de décision.**
- i. **Promouvoir une culture des droits de l'Homme :** Les critères de référence et les normes pour promouvoir et institutionnaliser une culture des droits de l'Homme comprennent les éléments ci-après :
- i. Créer des institutions nationales des droits de l'Homme là où elles n'existent pas et renforcer les institutions publiques chargées de promouvoir les droits de l'Homme là où elles existent déjà.
 - ii. **Étendre et renforcer la sécurité et la présence légale de l'Etat dans les espaces non gouvernés en proie aux conflits. Il s'agit notamment de restaurer les droits fondamentaux et légaux dans les zones non-couverts et dans les communautés qui pourraient les avoir perdus pendant le conflit.**
 - iii. Offrir une protection juridique et institutionnelle spéciale aux groupes vulnérables tels que les réfugiés et les personnes déplacées internes.
 - iv. **Garantir et protéger les droits socio-économiques et culturels, notamment en matière d'éducation et d'emploi. Dans le contexte de ressources limitées dans la région du Lac Tchad, la protection des droits économiques et sociaux devrait être fondée sur le principe de la réalisation progressive, qui exige des États qu'ils**

parviennent progressivement à la pleine réalisation des droits économiques et sociaux au cours d'une période donnée, indépendamment de la disponibilité des ressources.

- v. Créer un espace adéquat pour les acteurs non-étatiques, tels que les organisations de la société civile, afin de promouvoir l'enracinement d'une culture des droits de l'Homme et la consolidation de la paix aux niveaux national, régional et continental.
- j. Promouvoir l'intégration de la dimension genre et protéger les droits des femmes et des filles :** Les critères de référence et les normes de promotion du genre et la sauvegarde des droits des femmes et des filles comprennent les éléments suivants :
- i. Garantir et protéger les droits des femmes et leur participation aux différentes sphères de la vie politique, sociale et économique par le biais de politiques et de programmes coordonnés.
 - ii. Garantir la participation des femmes et des groupements féminins à la consultation et à la prise de décision concernant la conception des processus de JT.
 - iii. Instituer des cadres juridiques et politiques pour lutter contre les préjugés sexistes, la discrimination, l'inégalité et les pratiques traditionnelles préjudiciables.
 - iv. Mettre en place des campagnes d'éducation et d'information du public sensible au genre.
 - v. Apporter un soutien social et économique aux victimes de violences basées sur le genre et de violences sexuelles.
 - vi. Élaborer et mettre en œuvre des stratégies de réhabilitation et de réintégration axées sur les besoins des femmes déplacées internes et réfugiées.
- k. Promouvoir les droits et le bien-être des enfants et des jeunes :** Les critères et les normes de promotion des droits et du bien-être des enfants et des jeunes affectés par un conflit dans le cadre des processus de JT sont les suivants :
- i. ***Offrir aux enfants et aux jeunes la possibilité de participer à la prise de décision dans le cadre des processus de JT. Il s'agit notamment de prévoir la participation des enfants et des jeunes aux travaux des CJT et des CVR, afin de leur permettre de témoigner de leur expérience du conflit et de jeter ainsi les bases d'un rétablissement de la société.***
 - ii. Élaborer et mettre en œuvre des programmes de réhabilitation, de réorientation et d'éducation au profit des enfants et des jeunes affectés par la violence.
 - iii. Adopter des politiques et des programmes visant à remédier à l'aliénation et à la désautonomisation politique, socio-économique et culturelle des jeunes et à les intégrer dans la société.
 - iv. Adopter des mesures pour reconstruire la résilience des enfants et des jeunes survivants ayant participé à la perpétration d'actes de violence avec des groupes armés. Cela comprend la prestation de services médicaux et psychosociaux.

- l. Les personnes déplacées internes (PDI) et les réfugiés :** Les critères et normes visant à promouvoir les droits, les intérêts, le bien-être et la réintégration des PDI comprennent les éléments suivants :
- i. Adopter des mesures pour garantir la participation des PDI et des réfugiés à la prise de décision concernant les processus de justice transitionnelle ; Il s'agit notamment de consulter les PDI et les réfugiés sur les lieux où ils se trouvent dans les camps temporaires et de leur transmettre des informations pour faciliter leur participation et leur prise de décision en toute connaissance de cause.
 - ii. Veiller à ce que les PDI et les réfugiés soient associés aux travaux des CJT et des CVR afin que les auteurs des violations qu'ils ont pu subir soient tenus de rendre des comptes.
 - iii. Prendre des dispositions pour assurer le retour en toute sécurité et en bon ordre des PDI et des réfugiés dans leurs communautés. Il s'agit notamment de prendre des dispositions pour que ces communautés soient stables, résilientes et protégées contre la résurgence des conflits et de la violence.
 - iv. Prévoir des réparations, la restitution des terres, la reconstruction des habitations et des infrastructures, et la fourniture de services pour faciliter le retour des PDI et des réfugiés dans leurs communautés d'origine.
- m. Les personnes en situation de handicap et les personnes âgées :** Les critères de référence pour garantir l'inclusion des personnes en situation de handicap et des personnes âgées dans les processus de JT comprennent les éléments ci-après :
- i. Garantir la participation des personnes en situation de handicap et des personnes âgées aux processus de JT ; Il s'agit notamment de rendre l'information facilement accessible à ces groupes en tenant compte de leurs handicaps et de leurs vulnérabilités.
 - ii. Intégrer des mesures spécifiques aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées dans les programmes de réparation, de réhabilitation et de réintégration des personnes affectées par le conflit ;
 - iii. Fournir des services accessibles pour répondre aux besoins des personnes en situation de handicap ; Il s'agit notamment de veiller à ce que les processus de JT adoptent des approches centrées sur la personne âgée dans leur conception et leurs résultats, à savoir la fourniture de soins sur place et des services sociaux culturellement adaptés ;
 - iv. Mettre en œuvre des programmes socio-économiques qui favorisent la bonne santé et le bien-être économique des personnes âgées affectées par le conflit ;
 - v. Adopter des programmes de recherche des familles, de réunification des communautés et de réintégration des personnes âgées dans leurs communautés ;
 - vi. Garantir la reddition de comptes par le biais d'enquêtes et de poursuites en cas de violence à l'encontre des personnes en situation de handicap et des personnes âgées.

- n. Les partenaires internationaux :** Les critères de référence et les normes pour l'engagement constructif des partenaires internationaux dans les processus de JT exigent des partenaires internationaux ce qui suit :
- i. Reconnaître et respecter la prérogative souveraine des États membres de diriger les processus de JT, notamment en fixant les priorités politiques et les plans d'action et en déterminant les calendriers de mise en œuvre et l'étendue de l'engagement des partenaires internationaux.*
 - ii. Fournir aux États membres une expertise technique et des possibilités de partage des connaissances pour le renforcement des capacités afin d'améliorer la Stratégie Régionale de Stabilisation et de renforcer les processus de Justice transitionnelle, en particulier dans le secteur de la sécurité et dans le cadre de la réforme juridique et judiciaire.
 - iii. Soutenir les programmes menés par les États visant à remédier aux déficits économiques et sociaux à l'origine des conflits, à promouvoir la relance socio-économique, à favoriser le développement durable et à créer des communautés résilientes. Il s'agit notamment de fournir des infrastructures de base et de créer des programmes d'éducation et d'acquisition de compétences pour lutter contre le chômage et faciliter la réintégration des ex-combattants.
 - iv. Soutenir les programmes des États et des organisations régionales visant à transformer les conflits dans la région du Lac Tchad par le biais d'une stratégie de stabilisation régionale coordonnée.
- o. Coordination nationale et régionale :** Les critères de référence et les normes visant à garantir la coordination nationale et régionale des processus de JT comprennent entre autres les éléments suivants :
- i. Les États membres concernés devraient développer des mécanismes opérationnels fiables pour renforcer l'harmonisation des processus de JT, notamment en ce qui concerne les instruments juridiques et les procédures judiciaires applicables ;
 - ii. Les États membres devraient élaborer des cadres politiques standard ou compatibles afin de renforcer la cohérence et l'approche pangouvernementale de la JT. En collaboration avec les OSC, les leaders communautaires et les partenaires internationaux, les autorités administratives devraient développer une compréhension commune des significations et des processus de la justice transitionnelle afin de clarifier les ambiguïtés conceptuelles qui entravent la cohérence des politiques et la coordination des plans d'action dans la région du Lac Tchad.

9. MOBILISATION DES RESSOURCES DE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE

La PJTRLT reconnaît les contraintes de ressources auxquelles les États membres sont confrontés et l'impact négatif d'un conflit prolongé sur l'économie régionale. La conception et la mise en œuvre des processus de JT doivent tenir compte de ces contraintes.

- i. Les États membres devraient collaborer avec les partenaires internationaux, les organisations de la société civile et le secteur privé afin de mobiliser des ressources destinées aux processus de justice transitionnelle.
- ii. ***Les États membres devraient consulter les communautés affectées et les autres parties prenantes afin de définir les priorités et l'ordre de mise en œuvre des activités de JT. La mise en œuvre des activités de JT relatives aux droits économiques et sociaux devrait être guidée par le principe de la réalisation progressive, qui exige des États qu'ils parviennent progressivement à la pleine réalisation des droits économiques et sociaux sur une période donnée, indépendamment de la disponibilité des ressources.***

10. SUIVI ET EVALUATION

Les États membres et les acteurs non-étatiques concernés devraient prévoir des mesures de suivi et d'évaluation des processus de transition. La PJTRLT, la PJTUA et les cadres politiques nationaux devraient servir de référence pour le suivi et l'évaluation.

- i. Les processus de suivi et d'évaluation doivent être consultatifs, impliquer les parties prenantes aux niveaux régional, national et local, et être documentés dans des rapports annuels rendus publics.
- ii. ***La CBLT devrait présenter un Rapport Annuel sur l'État de la Justice Transitionnelle (RAEJT) au Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad.*** Ce rapport devrait documenter l'état de la planification et de la mise en œuvre de la justice transitionnelle dans les États membres de la CBLT concernés, en accordant une attention particulière aux questions, aux composantes et aux parties prenantes essentielles décrites dans la PJTRLT.
- iii. Une fois les CJT ou les CVR nationales stabilisées, l'avancement de leurs travaux, de leurs rapports et de la mise en œuvre de leurs recommandations devrait faire l'objet d'un suivi, d'une évaluation et d'une documentation afin de garantir l'accès du public à ces informations.

11. CONCLUSION

La PJTRLT est un cadre global qui s'attaque aux violations découlant des conflits, garantit la reddition de comptes et la justice, et œuvre en faveur de la paix et de la réconciliation dans la région. La Politique doit guider les processus nationaux de JT spécifiques au contexte, lesquels reflètent les besoins et les aspirations des communautés affectées. Elle appelle à une approche coordonnée de la JT qui complète les interventions en cours dans la région en matière d'aide humanitaire, de sécurité, de développement et de gouvernance. La Politique vise à mettre en place un processus participatif et inclusif de justice transitionnelle qui implique l'ensemble des parties prenantes, notamment les victimes et les survivants.

La réussite de la mise en œuvre de la PJTRLT nécessite l'engagement et la coopération de tous les acteurs aux niveaux national, régional et international. Elle nécessite également l'engagement politique des États membres, qui sont les premiers responsables des processus de JT, ainsi que l'allocation et la mobilisation de ressources, de capacités et d'expertises nécessaires. La mise en œuvre réussie de la PJTRLT nécessite également la mobilisation du soutien public pour les processus de JT et le suivi et l'évaluation efficaces des progrès et de l'impact des mesures et des programmes de Justice transitionnelle. La PJTRLT fournit un cadre pour aborder les séquelles de la violence et des violations dans la région et ouvrir la voie à un avenir pacifique, juste, inclusif et prospère pour cet espace et ses populations.

ANNEXES

ANNEXE 1 : RESUMES DES CADRES POLITIQUES DE JUSTICE TRANSITIONNELLE PAR PAYS

Cadre de Justice transitionnelle- CAMEROUN

Mécanismes formels de la justice étatique

- **Cadre constitutionnel** : La Constitution stipule que le Cameroun doit reconnaître et protéger les principes démocratiques, les droits de l'Homme et l'État de droit. Elle dispose que l'État assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi et que tous les citoyens ont droit à un procès équitable devant les tribunaux.
- **Système judiciaire** : Cour suprême, Cours d'appel, Tribunaux de première instance, Tribunaux de grande instance, Tribunaux coutumiers, Tribunaux alkali (islamiques), Tribunaux pénaux spéciaux, Tribunaux administratifs, Tribunaux militaires
- **Sources du Droit** : Constitution, Législation, Jurisprudence, Droit coutumier, Conventions et Traités internationaux ratifiés.

Pratiques non-formelles de justice à base communautaire

- Jurer sur le Coran
- Religion autochtone (rituel sacrificiel)
- Médiation traditionnelle
- Dialogue communautaire sous la médiation de Conseils des sages.

Institutions de mise en œuvre

- Présidence de la République ;
- Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT) ;
- Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique ;
- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère des Affaires Sociales ;
- Ministère de la Justice ;
- Commission des Droits de l'Homme du Cameroun ;
- Tribunal militaire (Ministère de la Défense) ;
- Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR) ;
- Centre de coordination de l'aide humanitaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest

Lacunes dans la Politique et la Pratique de la Justice transitionnelle

- Absence de compréhension commune de la justice transitionnelle ;
- Capacité judiciaire insuffisante pour une intervention ciblée en matière de justice transitionnelle en raison d'un système judiciaire lent et encombré ;
- Imprécision des mécanismes juridiques et des processus judiciaires des OEV en matière législative, juridictionnelle et de coordination ; Par exemple, la Loi

Antiterroriste n° 28 de 2014 sur la répression des actes terroristes prévoit la peine capitale pour de nombreux actes criminels liés aux actes terroristes. Toutefois, la définition du terrorisme est vague et la loi ne prévoit pas d'amnistie ni de poursuites judiciaires à l'encontre des ex-combattants ;

- Absence de système de défense publique fonctionnel ;
- Surpeuplement des cellules et des prisons de l'armée, de la police et de la gendarmerie en raison de la prédominance de personnes détenues illégalement ;
- Faible sensibilité à la dimension genre dans les mécanismes et les processus de Justice transitionnelle ;
- Absence de contrôle et de réglementation des pratiques de justice à base-communautaire pour garantir leur conformité avec les principes nationaux et internationaux en matière de droits de l'Homme ;
- Faible communication et engagement public dans les processus de Justice transitionnelle ;
- Faible intégration des processus de DDR dans les processus et mécanismes de Justice transitionnelle ;
- Lenteur des procédures judiciaires.

Recommandations

- Le Ministère de la Justice devrait procéder à un examen national des pratiques existantes en matière de justice à base-communautaire appliquées aux OEV ;
- Le Gouvernement devrait mettre en place des groupes de travail sur la Justice transitionnelle et des Comités de Réconciliation communautaire afin de coordonner l'exécution des lois, des politiques et des pratiques applicables aux OEV, aux victimes et aux communautés affectées ;
- Le Ministère de la Justice devrait collaborer avec la Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés pour élaborer et diffuser des lignes directrices pratiques sur les méthodes de justice communautaire officiellement approuvées, qui soient conformes aux normes internationales en matière de droits de l'Homme ;
- Le Gouvernement, la CBLT et les Partenaires internationaux devraient collaborer à la mise en place d'un « Fonds de réparation » destiné à indemniser les victimes et les survivants et à soutenir le développement social et économique des communautés affectées ;
- Le Gouvernement devrait construire davantage de centres de réhabilitation et les équiper suffisamment en vue de la réhabilitation et de l'acquisition de compétences afin d'encourager les redditions et de faciliter la démobilisation des ex-combattants ;
- Le Gouvernement devrait initier un Forum de coordination entre les agences étatiques compétentes et les acteurs de la société civile impliqués dans le DDR et la Justice Transitionnelle ;
- Le Gouvernement devrait collaborer avec les leaders communautaires et les acteurs de la société civile pour élaborer un programme global de sensibilisation du public et de communication sur les droits de l'Homme et la consolidation de la paix dans les communautés affectées par le conflit ;

- Le Gouvernement devrait assurer le suivi et encourager l'intégration de la dimension genre à tous les niveaux du processus de la Justice transitionnelle ;
- Le Gouvernement et les acteurs de la société civile devraient élargir les programmes des stations de radio locales afin d'y inclure des informations sur le processus de justice et sur la manière dont les communautés affectées peuvent être impliquées dans ce processus ;
- L'Etat devrait étudier les possibilités à long terme d'une Commission Régionale ou nationale de vérité et réconciliation sur le conflit dans la région du Lac Tchad.

Cadre de Justice transitionnelle- TCHAD

Mécanismes formels de la justice étatique

- **Cadre constitutionnel** : En vertu de la Constitution de 2018, le Tchad est déclaré République fondée sur les principes de la démocratie, de l'État de droit et de la justice, avec un système judiciaire indépendant.
- **Système juridictionnel** : Cour Suprême, Cours d'Appel, Tribunaux, Juges de Paix, Justice Militaire.
- **Sources du Droit** : Constitution, Droit Civil reçu, Lois du Parlement, Actes du Pouvoir Exécutif (Rèlements et Ordonnances), Droit Coutumier, Traités et Conventions Internationaux ratifiés.

Pratiques non formelles de justice à base-communautaire

- *Diya*
- Exclusion sociale et ostracisme
- Médiation par les chefs traditionnels et religieux

Institutions d'exécution

- Ministère de l'Intérieur
- Ministère du Genre et de la Solidarité nationale
- Forces Armées
- Forces Conjointes d'Intervention Civile
- Police judiciaire

Lacunes dans la Politique et la Pratique de Justice transitionnelle

- Absence de compréhension commune de la justice transitionnelle ;
- Faible capacité judiciaire pour une intervention ciblée en matière de justice transitionnelle en raison d'un système judiciaire lent et encombré ;

- Manque de clarté législative et juridictionnelle dans les processus judiciaires de démobilisation et de poursuites des OEV ;
- Absence de système de défense publique fonctionnel ;
- Prévalence des personnes soupçonnées d'appartenir à des OEV et détenues illégalement ;
- Ressentiment croissant parmi les victimes et les communautés affectées, dû au sentiment que l'attention du gouvernement s'est concentrée de manière disproportionnée sur la réhabilitation des ex-combattants, au détriment de l'indemnisation des victimes et de la reconstruction des communautés affectées ;
- Absence de contrôle et de réglementation des pratiques à base-communautaire en matière de justice afin de garantir leur conformité avec les normes nationales et internationales en matière de droits de l'Homme ;
- Faible sensibilité à la dimension genre dans les mécanismes et les processus de la justice transitionnelle ;
- Faible communication et engagement public vis-à-vis des processus de justice transitionnelle.

Recommandations

- Le Ministère de la Justice devrait procéder à un examen national des pratiques existantes en matière de justice à base-communautaire appliquées aux OEV afin de garantir la portée et la clarté des compétences ;
- Le Gouvernement devrait envisager de mettre en place des Commissions/Groupes de travail sur la Justice transitionnelle (CJT) et des Comités de Réconciliation communautaire (CRC). Les CJT et les CRC devraient coordonner les lois, les politiques et les pratiques applicables aux OEV, aux victimes et aux communautés concernées ;
- Le Haut Conseil des Communautés Autonomes et des Chefferies Traditionnelles devrait jouer un rôle dans l'examen et la validation des pratiques de justice communautaire ;
- Les Administrations nationales et déconcentrées devraient élaborer et communiquer des lignes directrices pratiques sur les méthodes de justice communautaire officiellement approuvées ;
- Le Ministère de la Justice devrait veiller à la complémentarité entre les systèmes de justice formelle et non-formelle de l'État, conformément aux normes internationales, continentales et régionales en matière de Justice transitionnelle ;
- Le Gouvernement, la CBLT et les partenaires internationaux devraient collaborer à la mise en place d'un « Fonds de réparation » destiné à indemniser les victimes et les survivants et à soutenir le développement social et économique des communautés affectées ;
- Le Gouvernement devrait initier un Forum de coordination entre les principales entités étatiques impliquées dans le DDR, notamment l'armée, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère du Genre et de la Solidarité nationale et la Police judiciaire ;
- Le Gouvernement devrait construire davantage de Centres de réhabilitation afin de remédier à la congestion et de les équiper de manière adéquate en vue de la réhabilitation et de l'acquisition de compétences ;

- Le Gouvernement devrait collaborer avec la société civile et les acteurs communautaires pour élaborer un programme global de sensibilisation du public et de communication sur les droits de l'Homme et la consolidation de la paix dans les communautés affectées par le conflit ;
- Le Ministère du Genre et de la Solidarité nationale devrait encourager et contrôler l'intégration de la dimension genre à tous les niveaux du processus de la Justice transitionnelle ;
- Les services étatiques compétents devraient collaborer avec les acteurs de la société civile pour renforcer les programmes des stations de radio locales afin d'y inclure des informations sur le processus de justice et sur la manière dont les communautés affectées peuvent être impliquées dans ce processus ;
- Le Gouvernement devrait étudier les possibilités à long terme d'une Commission Régionale ou nationale de vérité et réconciliation sur le conflit dans la région du Lac Tchad.

Cadre de Justice transitionnelle- NIGER

Mécanismes formels de la justice étatique

- **Cadre constitutionnel** : La Constitution proclame l'attachement du Niger aux principes de la démocratie pluraliste et à la promotion des droits de l'Homme. Elle s'engage à construire un État de droit garantissant l'exercice des droits collectifs et individuels, la liberté, la justice, la dignité, l'égalité, la sécurité et la bonne gouvernance en tant que valeurs fondamentales de la société.
- **Système judiciaire** : Cour d'État comprenant la Cour d'appel, les Tribunaux de Grande Instance, les Tribunaux d'Instance, les Hautes Cours, les Tribunaux de Première Instance, le Tribunal de procédure civile et le Tribunal pour enfants.
- **Sources du Droit** : Code civil, Code de procédures civiles, Code rural, Droit coutumier pour l'administration des successions, des affaires matrimoniales et foncières, Traités et Conventions Internationaux ratifiés. L'Ordonnance 2023-02 du 28 juillet 2023 portant organisation des pouvoirs publics pendant la transition stipule que l'État du Niger est et demeure lié par les Traités et Accords internationaux antérieurement signés et dûment ratifiés.

Pratiques non formelles de justice communautaire

- Acheck/Urochane (pratiques coutumières Touareg de résolution des conflits fondées sur la parenté)
- Tara (amande)
- Serment coranique
- Médiation traditionnelle
- Ostracisme social (Dongole)
- Compensation
- Restitution

Institutions d'exécution

- Ministère de la Justice
- Ministère de l'Action Sociale et du Genre
- Haut Conseil des Chefferies Traditionnelles
- Commission/Coordination nationale chargée du DDRR
- Forces de sécurité intérieure
- Comité pour la paix

Lacunes dans la Politique et la Pratique de la Justice transitionnelle

- Absence d'harmonisation cohérente de la justice transitionnelle.
- Faible capacité judiciaire pour des interventions ciblées en matière de justice transitionnelle en raison d'un système judiciaire lent et encombré.
- Absence de système de défense publique efficace.

- Détention de personnes soupçonnées d'être affiliées à un OEV sans procédure légale régulière.
- Contrôle et réglementation insuffisants des pratiques de justice communautaire pour garantir leur conformité avec les principes nationaux et internationaux en matière de droits de l'Homme.
- Faible sensibilité à la dimension genre dans les mécanismes et processus de justice existants.
- Faible communication et engagement public dans les processus de justice transitionnelle.

Recommandations

- Le Ministère de la Justice devrait procéder à un examen national complet des pratiques existantes en matière de justice à base-communautaire appliquées aux OEV ;
- Sur la base d'un examen des pratiques existantes en matière de justice à base-communautaire, le Gouvernement devrait élaborer et communiquer des lignes directrices pratiques sur les méthodes de justice à base-communautaire officiellement approuvées ;
- Le Gouvernement devrait instituer des Groupes de travail sur la Justice transitionnelle et des Comités de réconciliation communautaire aux niveaux national et déconcentré afin de coordonner les lois, les politiques et les pratiques applicables aux OEV, aux victimes et aux communautés affectées ;
- Le Gouvernement devrait construire davantage de Centres de réhabilitation et les équiper de manière adéquate en vue de la réhabilitation et de l'acquisition de compétences ;
- Le Gouvernement devrait renforcer la Haute Autorité à la consolidation de la paix, qui dispose de bureaux dans toutes les régions en proie à l'insécurité. L'Autorité devrait disposer de ressources plus importantes pour mener des actions de sensibilisation à la consolidation de la paix au sein des communautés affectées et au-delà ;
- Le Gouvernement, la CBLT et les partenaires internationaux devraient collaborer à la mise en place d'un « Fonds de réparation » destiné à indemniser les victimes et les survivants et à soutenir le développement social et économique des communautés affectées. Cela permettra de répondre au ressentiment croissant des victimes et des communautés affectées, qui estiment que les initiatives de DDR se concentrent de manière disproportionnée sur la réhabilitation des ex-combattants et ne soutiennent pas leurs victimes. L'administration du « Fonds de réparation » devrait impliquer les acteurs de la communauté ;
- Le Gouvernement devrait initier un Forum de coordination entre les principales entités publiques impliquées dans le processus de DDR et la justice transitionnelle ;
- Le Gouvernement devrait collaborer avec les acteurs de la société civile pour élaborer un programme global de sensibilisation du public et de communication sur les droits de l'Homme et la consolidation de la paix dans les communautés affectées par le conflit ;

- Le Gouvernement devrait renforcer les programmes des stations de radio locales afin d'y inclure des informations sur le processus de justice et sur la manière dont les communautés affectées peuvent y être impliquées.
- Le Gouvernement devrait veiller et encourager l'intégration de la dimension genre à tous les niveaux du processus de Justice transitionnelle ;
- Le Gouvernement devrait étudier les possibilités à long terme d'une Commission Régionale ou nationale de vérité et réconciliation sur le conflit dans la région du Lac Tchad.

Cadre de Justice transitionnelle- NIGERIA

Mécanismes formels de la justice étatique

- **Cadre constitutionnel** : La Constitution nigériane consacre les principes de liberté, d'égalité et de justice. Elle affirme que l'État nigérian est fondé sur les principes de la démocratie et de la justice sociale. La Constitution garantit les droits fondamentaux de l'Homme.
- **Système judiciaire** : Cour suprême, Cour d'appel, Haute Cour fédérale, Hautes Cours des États fédérés, Cours d'appel de la charia des États fédérés, Cours d'appel coutumières, Tribunaux de première instance, Tribunaux coutumiers, Tribunaux de la charia, Tribunaux régionaux
- **Sources du Droit** : Constitution, Droit anglais reçu, Statuts (Actes, Lois et Règlements), Précédents judiciaires, Droit coutumier, Droit islamique, Traités et Conventions internationaux ratifiés.

Pratiques non formelles de justice à base-communautaire

- Sulhu
- Diya
- Rantsuwa
- Tuba
- Solo / Sasantawa
- Sawari ou Ci kumo ye Duto (Médiation)
- Inua
- Cérémonies rituelles coutumières

Institutions d'exécution

- Ministère de la Justice
- Ministère de la reconstruction, de la réhabilitation et de la réinstallation
- Commission nationale des droits de l'Homme
- Ministère de la femme et du Développement social
- Ministère des Affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes
- Ministère de la Défense
- Bureau du Conseiller spécial du Gouverneur de l'État de Borno en matière de sécurité
- Bureau du Conseiller à la sécurité nationale
- Forces armées nigérianes
- Police nigériane
- Comités de vigilance mixtes (CJTF)

Lacunes dans la Politique et la Pratique de la Justice Transitionnelle

- Manque de cohérence des mécanismes et processus de justice transitionnelle existants ;
- Faible capacité judiciaire pour une intervention ciblée en matière de justice transitionnelle en raison d'un système judiciaire encombré ;

- Manque de clarté législative et juridictionnelle dans les procédures judiciaires qui concernent les OEV ;
- Système de défense publique surchargé et inefficace ;
- Prévalence de personnes soupçonnées d'appartenir aux OEV et détenues illégalement, d'où l'engorgement des centres de détention et de DDR.
- Absence de contrôle et de réglementation des pratiques de justice à base-communautaire pour garantir qu'elles sont conformes aux normes nationales et internationales en matière de droits de l'Homme et aux principes d'une procédure régulière ;
- Faible communication et engagement public vis-à-vis des processus de justice transitionnelle ;
- Faible sensibilité à la dimension genre dans les mécanismes et les processus de la justice transitionnelle.

Recommandations

- Le Ministère de la Justice devrait procéder à un examen national des pratiques existantes en matière de justice à base-communautaire appliquées aux OEV ;
- Sur la base d'un examen des pratiques existantes en matière de justice à base-communautaire, les Gouvernements fédéral et fédérés devraient élaborer et communiquer des lignes directrices pratiques sur les méthodes de justice à base-communautaire officiellement approuvées ;
- Le Gouvernement fédéral devrait renforcer le Groupe d'experts sur la Justice transitionnelle et le Comité de Réconciliation communautaire mis en place par la Commission nationale des Droits de l'Homme et les intégrer dans les mécanismes et processus existants de DDR ;
- La Commission nationale des droits de l'homme devrait faire participer les acteurs de la société civile et les leaders communautaires aux travaux des groupes d'experts sur la Justice transitionnelle et des Comités de réconciliation communautaire ;
- Le Gouvernement fédéral, la CBLT et les partenaires internationaux devraient collaborer à la mise en place d'un « Fonds de réparation » destiné à indemniser les victimes et les survivants et à soutenir le développement social et économique des communautés affectées ; Les Comités de Réconciliation communautaire devraient être associés à la gestion du Fonds ;
- Le Gouvernement devrait initier un Forum de coordination entre les principales entités étatiques impliquées dans les processus de DDR et de justice transitionnelle ;
- Le Gouvernement devrait collaborer avec les acteurs de la société civile pour élaborer un programme global de sensibilisation du public et de communication sur les droits de l'Homme et la consolidation de la paix dans les communautés affectées par le conflit ;
- Le Gouvernement devrait construire davantage de Centres de réhabilitation et les équiper de manière adéquate en vue de la réhabilitation et de l'acquisition de compétences ;
- Le Gouvernement devrait élaborer une *stratégie de communication sur la justice transitionnelle*, notamment en renforçant les programmes des stations

radiophoniques locales afin d'y inclure des informations sur le processus de justice et sur la manière dont les communautés affectées peuvent être impliquées dans ce processus ;

- Le Gouvernement devrait étudier les possibilités à long terme d'une Commission de vérité et de réconciliation régionale, nationale ou étatique sur le conflit dans la région du Lac Tchad ;
- Le Gouvernement devrait encourager et veiller à l'intégration de la dimension genre à tous les niveaux des processus judiciaires et non-judiciaires de la justice transitionnelle. Le Ministère des Affaires féminines et du Développement social devrait idéalement prendre la tête de cette initiative.

Cadre Régional de Justice transitionnelle de la région du Lac Tchad

Mécanismes de mise en œuvre :

- Force Multinationale Mixte (FMM) – Armée.
- Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience (SR-SRR) - CBLT.
- Politique de Justice Transitionnelle de l'Union africaine.

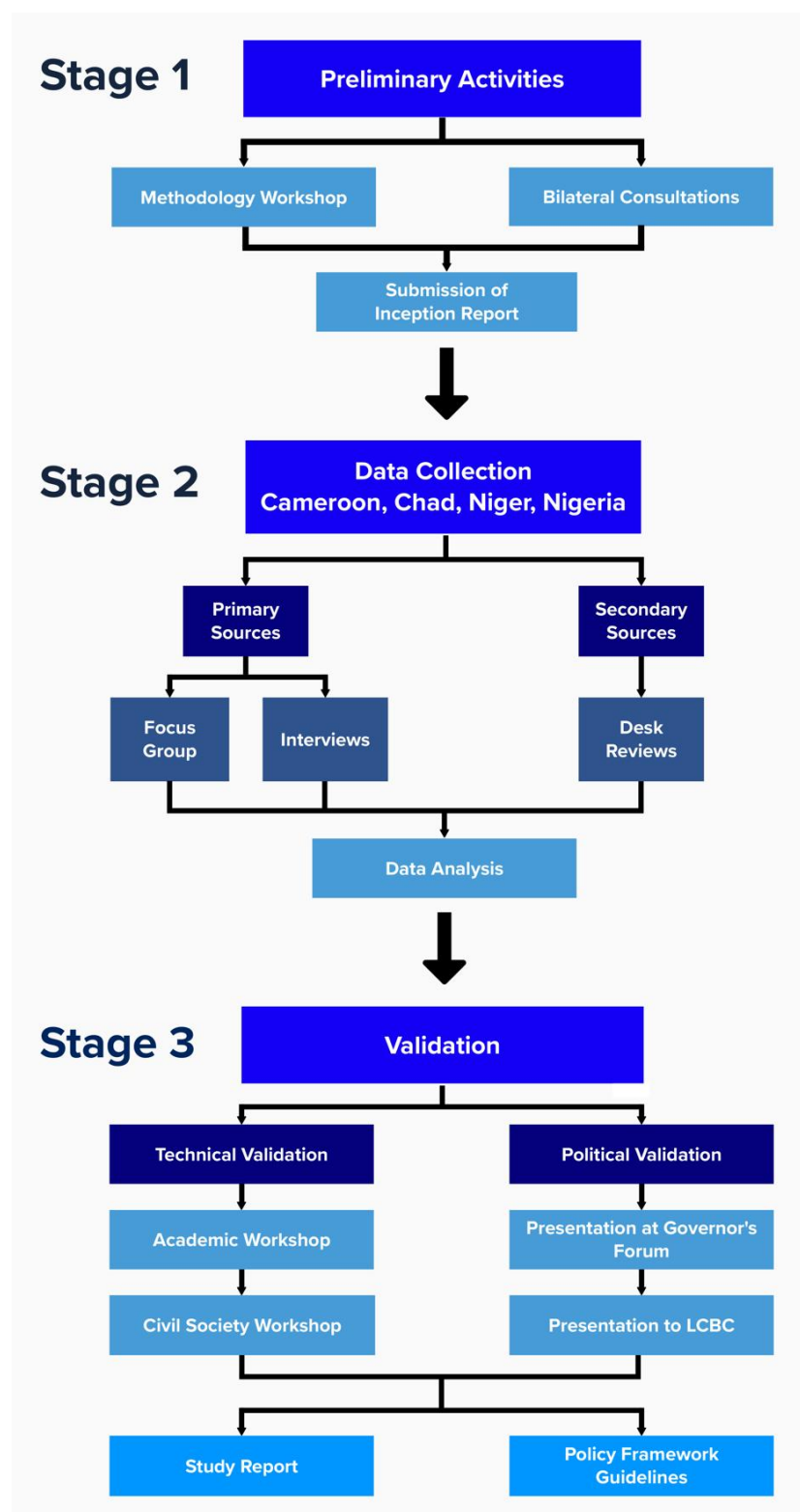
Lacunes dans les politiques et les pratiques

- Absence de compréhension commune de la justice transitionnelle ;
- La mise en œuvre de la SR-SRR ne met pas suffisamment l'accent sur la justice transitionnelle ;
- Faible coordination entre les États membres dans le cadre de la mise en œuvre de la SR-SRR ;
- Faible sensibilité à la dimension genre dans les mécanismes et processus régionaux de justice transitionnelle

Recommandations

- La CBLT devrait envisager la création d'un *Comité Régional de Coordination de la Justice Transitionnelle*, comprenant des autorités administratives et des représentants des communautés affectées, des parties prenantes de la société civile et des partenaires internationaux. Cela peut se faire sous les auspices du Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad ;
- La CBLT devrait étudier les possibilités à long terme d'une Commission Régionale de Vérité et de Réconciliation sous les auspices du Forum des Gouverneurs ;
- La CBLT devrait soutenir les États membres concernés dans la coordination d'un examen régional des pratiques existantes en matière de justice à base-communautaire appliquées aux OEV afin d'identifier les meilleures pratiques qui guideront les processus de justice transitionnelle ;
- La CBLT devrait aider ces États membres à mettre en place des Groupes de travail sur la Justice transitionnelle et des Comités de Réconciliation communautaire ;
- La CBLT devrait aider les États membres concerné à imposer l'intégration de la dimension genre à tous les niveaux du processus de Justice transitionnelle et à en assurer le suivi.

ANNEXE 2 : METHODOLOGIE ET PROCESSUS DE VALIDATION DE L'ETUDE/LA POLITIQUE



En partenariat avec:



Funded by
the European Union



**L'étude a été soutenue par la Facilité de
stabilisation régionale du Programme des
Nations Unies pour le développement et le
Groupe de soutien international.**

**Le contenu de l'étude ne reflète pas
nécessairement les opinions de ses
bailleurs de fonds.**



**Union
Africaine**



**Commission du Bassin du Lac Tchad
Commission de l'Union Africaine**

Octobre 2024

Tel: **+235 22 524145**

Fax: **+235 22 524137**

**B.P/ 727, Place de la Grande Armée,
N'Djamena - TCHAD**

Email: **cab@cbt.org**

Email: **cbt.lcbc@gmail.com**

Site web: **www.cbt.org**

X: **[@lcbc_cbt](https://twitter.com/lcbc_cbt)**